



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°005/AONO/PR/CONSUE/SG/DAG/CIPMI/2025 DU 08 AVRIL 2025
POUR LA REHABILITATION DU BATIMENT "D" DES SERVICES DU CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

FINANCEMENT : BIP CONSUE
EXERCICES : 2025
IMPUTATION : N° 59-11-077-04-340010-523111

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail de son personnel, le Ministre Délégué à la Présidence de la République Chargé du Contrôle Supérieur de l'Etat, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert pour l'exécution des travaux de réhabilitation du bâtiment 'D' des Services du Contrôle Supérieur de l'Etat.

2. Consistance des travaux

Les travaux objet du présent Appel d'Offres comprennent :

- les travaux préparatoires ;
- les travaux de maçonnerie et d'étanchéité ;
- les travaux de revêtement du sol ;
- les travaux d'électricité ;
- les travaux de menuiserie ;
- les travaux de climatisation ;
- les travaux de plomberie ;
- les travaux de peinture ;
- les travaux de VRD.

3. Allotissement

Les prestations à exécuter constituent un (01) lot unique.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel des travaux à l'issue des études préalables, est évalué à trente-cinq millions (35 000 000) F CFA TTC.

5. Délai et lieu d'exécution

Le délai maximum prévu pour l'exécution des prestations objet du présent Appel d'Offres est de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

Les travaux de réhabilitation seront exécutés dans les locaux abritant les Services du Contrôle Supérieur de l'Etat, sis en face de l'hôtel Djega Palace à Yaoundé.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à l'égalité de conditions à toutes les sociétés et entreprises de Bâtiment et Travaux Publics régulièrement installées au Cameroun.

7. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public (BIP) des Services du Contrôle Supérieur de l'Etat (CONSUPE), exercice 2025, imputation N°59.11.077.04.34001.523111

8. Mode de Soumission

Le mode de soumission retenu pour le présent Appel d'Offres est en ligne.

9. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre ou un Etablissement Financier agréé par le Ministère chargé des Finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO, d'un montant de *sept cent mille (700 000) F CFA*, valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

Ce cautionnement doit être timbré au tarif en vigueur, avec mention manuscrite de l'Etablissement financier émetteur. Il doit être constitué à 100% et sont consignés en numéraires à CDEC.

Les cautionnements sont constitués des titres émis par les établissements financiers agréés et des récépissés de consignations délivrés par la CDEC.

10. Consultation du dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier physique d'Appel d'Offres peut être consulté dans les Services du Contrôle Supérieur de l'Etat/ Direction des Affaires Générales/Sous-Direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance/Service des Marchés Publics, porte 116 du Bâtiment « C », Téléphone : 222 220 198, et la version électronique sur les plateformes COLEPS et PRIEDSOFT aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent Avis.

11. Acquisition du dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier peut être obtenu dans les Services du Contrôle Supérieur de l'Etat / Direction des Affaires Générales /Sous-Direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance/ Service des Marchés Publics, porte 116 du Bâtiment « C », sis au lieu-dit Centre Administratif à Yaoundé, Téléphone : 222 220 198, dès Publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de quatre-vingt mille (80 000) F CFA, payable au Trésor public contre reçu dûment établi.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur le site de l'Organisme en charge de la régulation des marchés publics ou sur la plateforme Cameroon On-Line E-Procurement System, en abrégé « COLEPS ». Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des Offres

Les offres, accompagnées des pièces et documents exigés, sont rassemblées dans des fichiers électroniques et regroupées suivant leur nature administrative, technique et financière.

Une copie de sauvegarde desdites offres, placée sous pli scellé, comportant la mention lisible "copie de sauvegarde" est déposée auprès des Services du Maître d'Ouvrage dans les délais impartis pour la remise des offres.

Toutes les offres doivent être déposées au plus tard le 22/05/2025, à 13 heures précises (heure locale).

L'enveloppe contenant les copies de sauvegarde devra porter la mention :

**« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 15/AONO/PR/CONSUPE/SG/DAG/CIPM/2025 DU 08 AVRIL 2025...
POUR LA REHABILITATION DU BATIMENT "D" DES SERVICES DU CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT »**

➤ Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 05 MB pour l'Offre Administrative ;
- 15 MB pour l'Offre Technique ;
- 05 MB pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces du Dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'Autorité administrative compétente conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute Offre incomplète, conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un Etablissement Financier agréé par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'Offre sans aucun recours.

14. Ouverture des Offres

L'ouverture des offres se fera en un (1) temps.

L'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et financières aura lieu le 22 mai 2025, à partir de 14 heures précises, heure locale, et sera effectuée par la Commission Interne de Passation des Marchés du CONSUPE, à la porte 101 du bâtiment « C » des locaux abritant les Services du Contrôle Supérieur de l'Etat.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

15. Critères d'évaluation

Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les Offres incomplètes ou non conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres. Ces conditions sont notamment relatives à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'Offre technique aux spécifications techniques du DAO et à la qualification des candidats :

15.1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment de :

1. l'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis;
2. l'absence d'une pièce du Dossier administratif ou la non production au-delà de 48 heures après l'ouverture des plis d'une pièce manquante ou jugée non conforme (excepté le cautionnement de soumission) ;
3. la présence d'une fausse déclaration ou d'une pièce falsifiée ;
4. la non satisfaction d'au moins 70% des critères essentiels ;
5. le délai d'exécution supérieur à 90 jours ;

6. le non-respect du format de fichier des offres ;
7. l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
8. l'absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
9. l'absence du rapport de visite du site des travaux (avec images) daté, cacheté et signé sur l'honneur par le soumissionnaire ;
10. l'absence de la charte d'intégrité datée et signée sur l'honneur ;
11. l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée sur l'honneur.

15.2. Critères essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les travaux objet de l'Appel d'Offres. Ceux-ci doivent être déterminés en fonction de la nature et de la consistance des travaux à réaliser.

L'évaluation de l'offre technique se fera par le mode binaire (*Oui* ou *Non*) et portera sur les critères de qualification ci-après :

- la présentation générale de l'Offre (sommaire, Présence d'intercalaires de couleur, respect de l'ordre du DAO) ;
- le chiffre d'affaires cumulé des trois dernières années supérieur ou égal à soixante millions (60 000 000) de Francs CFA, accompagné des pièces justificatives (Compte de résultats ou Déclaration Statistique et Fiscale) ;
- l'accès à une ligne de crédit ou disposition d'autres ressources financières pour un montant au moins égal à vingt-cinq millions (25 000 000) Francs CFA ;
- les propositions techniques conformes au CCTP (matériels et personnels, planning, note méthodologique portant sur une analyse des travaux, compréhension du projet, délai d'exécution) ;
- les références du soumissionnaire (la preuve de l'exécution d'au moins trois (03) contrats par celui-ci portant sur les prestations de bâtiments et travaux publics au cours des trois dernières années (copies des premières et dernières pages du contrat à savoir Marché ou Lettre-Commande, Procès-verbal de réception) ;
- les preuves d'acceptation des conditions du Marché (Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) paraphés à chaque page, datés, signés et cachetés à la dernière page avec la mention manuscrite « lu et approuvé ») ;
- le respect de modèles de formulaires types présenté dans le DAO (Planning d'exécution des travaux, liste de personnel à mobiliser pour le projet, liste de matériel essentiel à mobiliser pour le projet, modèle de CV du personnel spécialisé proposé, charte d'intégrité, déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales.

Seules les Offres techniques conformes à tous les onze (11) critères éliminatoires et ayant satisfait au moins à 70% de critères essentiels, seront classées « conformes » techniquement et soumises à l'analyse financière.

16. Attribution du Marché

Le Marché sera attribué au soumissionnaire justifiant des capacités techniques et financières requises et dont l'offre sera jugée la moins disante.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès des Services du Contrôle Supérieur de l'État / Direction des Affaires Générales/Sous-Direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance/Service des Marchés Publics, porte 116 du Bâtiment « C », Téléphone : 222 22 01 98.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir contacter la Cellule de lutte contre la corruption du CONSUPE au numéro : 222 23 41 88, ou appeler le numéro vert MINMAP : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, ou celui de la CONAC : (+237) 222 203 730/658 262 682.

Yaoundé, le 08 AVR 2025

LE MINISTRE DELEGUE A LA
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE CHARGE
DU CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT
- MAITRE D'OUVRAGE -



Mme MBAH ACHA
Rose FOMUNDAM

Ampliations :

- MINMAP (ATI) ;
- A.R.M.P. (Pour publication et exploitation) ;
- Président C.P.M./CONSUPE (ATI) ;
- Affichage (ATI) ;
- D.A.G. / S.D.B.M.M. / S.M.P (Pour archivage) ;
- Chrono / Archives.



OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
N° 005.../ONIT/PR/CONSUPE/SG/DAG/CIPM/2025 OF THE 08 AVR 2025
FOR THE EXECUTION OF REFURBISHMENT WORKS OF BUILDING 'D' OF THE SUPREME STATE AUDIT
OFFICE

Financing: BIP CONSUPE
WORKING YEAR 2025
ALLOCATION N° 59-11-077-04-340010-523111

1. Subject of the Invitation to Tender

In order to improve the working conditions of staff in her Institution, the Minister Delegate at the Presidency of the Republic in charge of the Supreme State Audit Office, Contracting Authority, hereby launches an Open National Invitation to Tender for the execution of refurbishment works on building 'A' of the Supreme State Audit Office.

2. Nature of Works

The Services concerned by this Invitation to tender pertain to refurbishment works grouped as follows:

- preparatory work ;
- masonry and waterproofing work ;
- flooring work ;
- electrical work;
- joinery work
- air-conditioning work
- plumbing work
- painting work;
- external works.

3. Allotment

The services shall be executed as one (1) single lot.

4. Estimated Cost

The estimated cost of the works at the end of the preliminary study is thirty-five million (35 000 000) CFA Francs including VAT.

5. Estimated execution Deadline:

The deadline fixed by the Project Owner for the refurbishment works under this Invitation to Tender shall be ninety (90) days, as from the date of notification of the service order to begin the execution.

The works shall take place at the Supreme State Audit Office, located at the Administrative Centre, Yaoundé

6. Participation and Origin

Participation shall be open on equal opportunity to all Cameroonian based firms regularly established within the national territory and practicing in the public works domain.

7. Funding

The articles under this Invitation to Tender shall be financed by the Public Investment Budget of the Supreme State Audit Office for the financial year 2025, under budgetary charge n° 59 -11 -077 -04 -340010-523111.

8. Bidding Method

The mode of submission chosen for this invitation to tender is on-line.

9. Bid Bond

Subject to rejection, each tenderer must attach to their administrative documents a bid bond worth seven hundred thousand (700,000) CFA francs issued by a first-rate bank approved by the Ministry of Finance and listed in Exhibit 12 of the Tender File, and valid thirty (30) days beyond the original validity date of tenders.

This bond must be stamped at the current rate, with a handwritten reference from the issuing financial institution. It must be made up to 100% and be deposited in cash at CDEC.

Bonds are made up of securities issued by approved financial institutions and deposit receipts issued by CDEC.

10. Consultation of Tender File

A hard copy of the tender file may be consulted at the Supreme State Audit Office / Department of General Affairs / Sub-department of Budget, Equipment and Maintenance / Public Procurement Service, Room 106 Block C, Telephone: 222 22 01 98, and the electronic version on the COLEPS and PRIDSOFT platforms at the address <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.com> upon publication of this notice.

This deposit must be established in accordance with the procedures defined in circular letter N°000019/LC/MINMAP of June 5, 2024.

11. Acquisition of Tender File

Tender invitation documents are available at the Supreme State Audit Office/Department of General Affairs/Sub-department of Budget, Equipment and Maintenance/Procurement Service, Tenders' Bureau, Door 106 Block C, at the Yaoundé Administrative Center, telephone: 222 220 198, upon publication of this notice and against payment of a non-refundable sum of Eighty thousand (80,000) francs. This amount shall be paid into the Treasury and duly receipted.

This file may also be downloaded free of charge on the website of the Public Contracts Regulatory Agency or at the Cameroon On-Line E-procurement System, abbreviated as 'COLEPS'. Note however that, the online submission of bids is subject to the payment in advance of the amount for the acquisition of the Tender file.

12. Submission of bids:

Tenders, attached with the requisite documents, shall be compiled electronically and classified according in administrative, technical and financial order

A back-up copy of the bids, placed in a sealed envelope and clearly labelled as 'back-up copy', shall be deposited at the services of the project owner within the time limit set for the submission of bids

All bids must be submitted no later than the 22/05/2025 at 1pm prompt (local time)

The envelope containing the back-up copies must be marked:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
Nº 005.../ONIT/PR/CONSUPE/SG/DAG/CIPM/2025 OF THE/PR...2025
FOR THE EXECUTION OF REFURBISHMENT WORKS OF BUILDING 'D' OF THE SUPREME STATE AUDIT
OFFICE

➤ **File size and format**

For online submissions, maximum document sizes through the platform should be as follows:

- 5Mo for the administrative offer
- 15Mo for the Technical offer;
- 5Mo for the Financial offer.

The following formats are accepted:

- PDF formats for text documents ;
- JPEG for images.

Bidders must use compression software to reduce the size of their files.

13. Admissibility of Bids

Under pain of rejection, all requisite administrative documents required shall be produced in their original or true copies certified by the issuing authority or the competent administrative authority in accordance with the provisions of the Special Tender Regulations. The documents shall be dated at most three (03) months or must have been established after the date of publication of this tender Invitation.

Any bid that does not comply with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. In particular, the absence of the bid bond issued by a first-rate bank approved by the Ministry of Finance or failure to meet the requirements relating to tender documents, shall lead to the outright and irrevocable rejection of the bid.

14. Opening of Tenders

Bids shall be opened at the same time in a single session.

The opening of the administrative documents and the technical and financial bids will take place on the 22 May 2025, at 2 pm local time, and shall be carried out within the CONSUPE Internal Tender's Board, at door 101 in Block 'C' of the Supreme State Audit Office.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a person of their choice, duly authorised.

15. Evaluation Criteria

The aim of these criteria is to identify and reject incomplete bids or those that do not comply with the essential conditions laid down in the Tender File relating especially to the admissibility of administrative documents, the compliance of the technical bids to the technical specifications of the tender file and the qualification of candidates:

15.1. Eliminatory Criteria

The eliminatory criteria lay down minimal conditions to be fulfilled in order to be eligible for evaluation in accordance with Essential criteria. They should not be subject to grading. The non-respect of these criteria may lead to the rejection of the tender:

They include notably:

1. absence or non-compliance of the bid bond at the opening of bids;
2. failure to submit, beyond the 48(forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent (except the bid bond);
3. false declaration, fraudulent schemes or a forged document;
4. non respect of the size and format of files;
5. failure to meet at least 70% of the essential criteria;
6. estimated execution deadline more than 90 days ;
7. absence of a quantified unit price in the financial offer;
8. absence of the backup copy in the event of a malfunction of the COLEPS platform;
9. absence of the project site visit report (with images/picture) signed on honour by the bidder;
10. absence of integrity charter dated and signed

11. absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses;

15.2. Essential criteria

Essential criteria are those which are primordial or key to evaluating the technico-financial capacity of candidates to execute the works, relating to this Invitation to Tender. These have to be determined with respect to the nature and consistency of works to be executed. The evaluation of the Technical Offer shall be done following a binary mode (Yes or No) and shall include the following qualification criteria:

- general presentation of the bid (table of content, presence of colored inserts, compliance with the Tender File Order);
- cumulative annual turnover for the past three years greater than or equal to sixty million (60 000 000) CFA F (Profit and Loss Statement or Statistical Tax Declaration);
- access to a credit facility or availability of other financial resources worth at least twenty-five million (25 000 000) Francs CFA;
- technical bids which comply with the CCTP (material and personnel, planning, methodological note detailing an analysis of the works, understanding of the project, delivery deadline);
- the bidder's references (proof of the execution of at least three (03) contracts of public works by the bidder during the past three years (copies of the first and last page of jobbing orders or tender, contract acceptance minutes);
- proof of acceptance of the terms and conditions of the Contract (Special Conditions of Contract (CCAP) and Special Technical and Particular Conditions (CCTP) initialled on each page, dated, signed and sealed on the last page with the label "read and approved");
- the respect of the model of form presented in the tender document (methodological planning of execution of works, list of personnel to mobilise for the project, list of materiel/equipment to mobilise for the project, form of CV of key personnel proposed for the project, integrity charter, commitment statement to comply with environmental and social clauses

Only Technical Offers that comply with all the eleven (11) eliminatory criteria and meet at least 70% of the essential criteria will be technically considered as "compliant" and submitted for financial analysis.

16. Award of the Jobbing Order:

The jobbing order shall be awarded to the bidder with proof of the required technical and financial capabilities and whose bid is deemed to be the lowest.

17. Duration of Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the tender-submission deadline.

18. Further Information

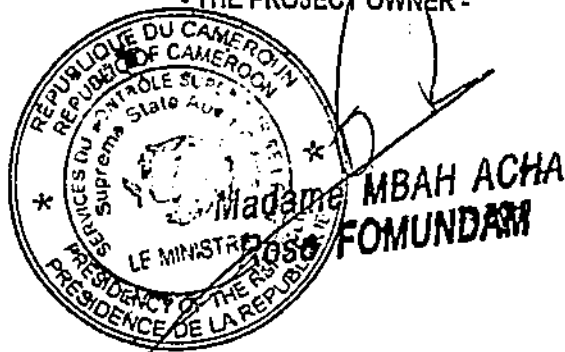
Further information can be obtained at working hours at the Supreme State Audit Office / Department of General Affairs / Sub-department of Budget, Equipment and Maintenance / Procurement Service, Door 116 Block C, Telephone: 222 22 01 98.

19. fight Against Corruption and Mal Practices

For any attempt of corruption or other malpractice, please call the CONSUPE department against corruption at the following telephone number: 222 23 41 88, MINMAP toll free number: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, or CONAC: (+237) 222,203,732 / 222,203,730/ 658,262,682

Yaounde, on 08 AVR 2025

THE MINISTER DELEGATE AT THE
THE PRESIDENCY OF THE REPUBLIC IN CHARGE OF
THE SUPREME STATE AUDIT OFFICE
- THE PROJECT OWNER -



Copies to:

- MINMAP (ATI)
- A.R.M.P. (For publication and archiving);
- The Tenders' Board Chair/CONSUPE (For information);
- C.P.M President /CONSUPE (ATI);
- D.A.G. / S.D.B.M.M. / S.M.P (for archive);
- Chrono / Archives.